

Projet de loi

**modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale relatif aux sociétés et associations,**

- **la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,**
- **la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,**
- **la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif**
- **l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;**
- **l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;**
- **la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;**
- **la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;**
- **la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);**
- **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;**
- **la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;**
- **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;**
- **la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;**
- **la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;**
- **la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;**
- **la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);**

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP,
  - la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
  - la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
  - la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif
- 

### **Deuxième avis complémentaire du Conseil d'État**

(23 février 2016)

Par dépêche du 13 janvier 2016, le président de la Chambre des députés a soumis à l'avis du Conseil d'État une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, adoptés par la Commission juridique. Au texte des amendements étaient joints une motivation pour chacun des amendements ainsi qu'un texte coordonné du projet de loi.

Les amendements portant respectivement sur l'article 1<sup>er</sup>, point 11), l'article 7, point 1), l'article 19, point 3), et l'article 24 du projet de loi n'appellent pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 23 février 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Viviane Ecker